

“Ce qui nous lie”

Une écologie politique qui fait vivre les territoires

<https://forms.gle/hrp29ccZLmi8aeBU7>

Tout est là. La conscience que tout est lié : humains et non humains, local et global, écologie et social, Nord et Sud. La conscience qu'il faut agir : construire de nouvelles manières d'habiter la terre et de considérer le bien-être, reconnaître des droits au vivant, soigner les territoires. La conscience également qu'il est nécessaire d'être fier de notre pluralité, notre diversité, des renouvellements démocratiques autant que des libertés fondamentales qui guident chaque peuple et chaque individu.

Tout est là, et pourtant nous peinons encore à transformer cette majorité culturelle en majorité électorale. Nous ne sommes pas parvenus à construire un mouvement qui s'enracine comme la force motrice principale du changement. Nous peinons à **convaincre sur notre capacité d'être réellement à la hauteur des enjeux environnementaux actuels**. Nous peinons également à être **audible à une échelle large de citoyen.ne.s et de territoires**, à investir la relation avec les autres tissus culturels et militants. **Les territoires ne sont plus au cœur de nos préoccupations**, en dépit du fait qu'ils restent au cœur des vies de chacun.e. Nous n'avons pas su aller réellement à la rencontre des espaces ruraux, des quartiers populaires, des villes petites et moyennes... C'est pourtant en partie là que se construit la résilience. La diversité est synonyme d'écologie ! Celle des territoires, des collectifs et des individus est au fond la seule valeur normative qui devrait toutes et tous nous rassembler.

Pour nous libérer d'une dynamique politique qui peine à s'élever, une nouvelle histoire doit s'inventer ! Une histoire qui place le vivant, le bien-être et la diversité des territoires au cœur de notre pensée et de nos arbitrages. **Une histoire qui n'a pas peur des mots : relations, décroissance, diversité !**

Le moment nous impose. Les crises et les effondrements qui s'accroissent, nous obligent. La contribution qui suit dessine les piliers de cette nouvelle histoire que nous appelons de nos vœux, à la fois **en termes de projet de société et de fonctionnement interne de notre mouvement**.

I. L'équilibre des territoires est le cœur de notre politique

Les crises actuelles rendent encore plus évidente la nécessité de reprendre prise sur ce qui nous entoure, de retisser le lien avec notre environnement. Alors que nombre de précarités n'ont jamais autant percé le rideau de nos vies, les territoires et le vivre-ensemble en leur sein deviennent rempart de résilience et quête d'émancipation. **Les territoires sont l'échelle du vivant**. C'est à cette échelle que l'oiseau fait son nid, que le castor construit son barrage. C'est à cette échelle que nous humains construisons une grande partie de nos sociabilités. Là où nous faisons grandir nos enfants, là aussi où nous enterrons nos proches.

Pourtant, ces mêmes territoires ont tendance à vivre des violences indicibles. Ils ont été privés de pouvoir d'agir par un système économique mondialisé omniprésent, imposant ses règles sur l'ensemble des aspects de nos existences : sur notre cadre de vie, nos emplois, notre consommation, nos loisirs, notre vision du bien-être. Le capitalisme a brisé nombre de relations pourtant émancipatrices, nombre de paysages. L'économie fuit vers des chemins de traverse, laissant sur le carreau les anciennes populations ouvrières, les petites entreprises pour lesquelles les fins de mois sont difficiles, les paysans qui peinent à lutter.

Les quartiers populaires sont également confisqués. Sa jeunesse, isolée, souvent marginalisée, est soumise aux images qu'on lui impose, tantôt empreintes de misérabilisme, cachant leur incroyable diversité et créativité, tantôt teintées de positivisme mettant en invisibilité les inégalités structurelles qui les traversent. L'un dans l'autre, leur parole est toujours confisquée. Les quartiers populaires et

leurs habitants méritent aussi un autre récit. Un récit qui décrit leurs singularités et leurs complexités, sans complaisance aucune envers les politiques publiques qui ont pu uniformiser les espaces et oublier ce que certains appellent la France des marges. Un récit qui recherche l'équité, en donnant des opportunités nouvelles à ces jeunes et les conditions d'un futur enviable.

Une conviction résonne ainsi en nous aussi puissamment : **sauver les territoires et sauver le vivant sont indissociables.**

Mettre les territoires au centre de notre engagement et de nos actions se traduit par **une vision concrète de la dynamique à entreprendre, à la fois d'un point de vue programmatique et du fonctionnement interne de notre mouvement.** Ce qui suit vise à poser les jalons de cette démarche, avec un ensemble de propositions permettant de faire grandir notre mouvement.

D'un point de vue programmatique :

- **Réformer le mode de scrutin désignant les élus parlementaires**, en introduisant de la proportionnelle. Il s'agit de trouver un juste équilibre entre la proportionnelle et le système actuel de circonscriptions, afin de disposer d'une représentation nationale qui soit à l'image à la fois de la diversité de la population et de la diversité des territoires.
- **Fonder un contrat de décentralisation**, en donnant un véritable pouvoir aux territoires et un cadre institutionnel adapté aux spécificités locales. La structure des échelons peut être modulée localement à l'initiative des acteurs locaux (ex : possibilités de fusionner les départements et intercommunalités dans les métropoles, réaffirmation de la pertinence de l'échelle départementale dans les territoires ruraux, etc.). Les autorités locales doivent également disposer de davantage de pouvoir, notamment pour la mise en œuvre d'un plan national de sobriété, dont les objectifs généraux seront définis à l'échelle nationale, mais dont les décisions en termes d'implémentation devront relever des territoires. Enfin, allouons à ce système décentralisé les moyens de sa réussite et de son effective mise en œuvre, en donnant par exemple aux collectivités territoriales l'autonomie financière nécessaire à l'exercice de leurs responsabilités. Ces vingt dernières années se sont caractérisées par un amenuisement des pouvoirs directs des collectivités sur leurs propres ressources (réforme de la taxe professionnelle, suppression de la taxe d'habitation). Nous devons dessiner un système donnant davantage de prérogatives sur ce point aux pouvoirs publics locaux, tout en définissant la redistribution à opérer entre les territoires.
- **Mettre les territoires ruraux et les villes petites et moyennes au cœur de notre pensée** : l'écologie politique est le mouvement du rééquilibrage des territoires. Démétropoliser, repenser l'habitat, l'énergie, l'alimentation, le service public en ruralité dans les petites villes doit devenir un axe de rassemblement. Nous affirmons également que la France souffre d'inégalités territoriales majeures qui demandent une juste distribution d'opportunités et de services. Enfin l'écologie politique doit devenir aussi le mouvement qui accompagne "les retours aux territoires" et l'exode urbain. Ces retours aux villes moins denses et à la ruralité traduisent des chemins politiques, et une autre manière d'habiter la terre. Ils se font néanmoins parfois à coup de défiance envers ceux et celles qui sont restés. Nous sommes les agents de liens et de construction de commun entre tous.tes les habitant.es d'un territoire, nouveaux.elles comme ancien.nes. L'un.e et l'autre répondent à l'horizon partagé de l'écologie politique.
- **Renforcer la démocratie participative** : remplacer le CESE (la "troisième chambre de la République") par un organe hébergeant de manière pérenne et continue des assemblées de citoyen.ne.s, à l'image de la Convention citoyenne pour le climat, et doter cette institution d'un véritable pouvoir allant au-delà du consultatif. De plus, des processus démocratiques participatifs à l'échelle locale doivent émerger afin de porter des propositions citoyennes à

l'échelle des bassins de vie et réguler le jacobinisme local qui contourne parfois l'intérêt collectif.

- **Renforcer les dispositifs de la politique de la ville**, en les dotant de davantage de moyens financiers bien-sûr. Mais aussi en harmonisant mieux les périmètres des différents dispositifs (le périmètre REP de l'éducation nationale n'est par exemple pas le même que celui du quartier politique de la ville ce qui génère un enchevêtrement des dispositifs) et en renforçant la coordination entre les différents acteurs du service public qui interviennent dans ces quartiers (éducation nationale, logement, emploi, sécurité).

Du point de vue du fonctionnement interne :

- **Élargir le Bureau exécutif (BE)** à 20 personnes, en s'assurant qu'au moins 10 régions différentes y soit représentées. Une attention particulière sera également apportée à des candidatures issues de territoires qui ne sont pas des métropoles. Cela permettra des arbitrages représentatifs de la diversité des territoires, et une meilleure capacité d'appropriation des partis. Cette mesure obligera également à rechercher des compositions équilibrées dans chaque motion.
- **Faire évoluer le conseil fédéral (CF)** : nous proposons que la part nationale (20%) soit maintenue dans son fonctionnement actuel, et que la part régionale (80%) soit composée à 50% de représentants non motionnés. C'est une forme de bicamérisme simplifié que nous proposons, afin de permettre au CF des relations davantage apaisées et de rechercher des majorités de projets sur chaque arbitrage.
- **Assumer l'autonomie des régions**, en proposant des outils d'accompagnement et de péréquation fiscale pour les différents territoires (50% des revenus de chaque région constitue une trésorerie régionale, tandis que les 50% restants sont reversés au pot commun dans une logique de redistribution entre les régions).
- **Affirmer le principe de subsidiarité pour les candidatures aux échelons nationaux et internationaux**. Le local doit avoir le dernier mot sur le choix des candidatures. Cela n'empêche pas d'éventuels « parachutages » à condition que ces derniers soient validés et acceptés localement.
- **Proposer une organisation locale calée sur les périmètres territoriaux où la décision politique a lieu, notamment pour les quartiers populaires**. Par exemple, définir une organisation cohérente avec les périmètres de politique de la ville, avec la mise en place de groupes locaux ou d'inter-groupes locaux qui peuvent permettre aux militants de s'organiser pour mener des actions spécifiques sur ces quartiers. Ces groupes ou inter-groupes doivent bénéficier de davantage de financements du parti, par rapport à la moyenne des autres groupes locaux, et d'un soutien plus particulier du parti en termes de logistique ou de communication, pour mettre en place des actions spécifiques. L'objectif, outre de défendre des valeurs d'égalité et de justice sociale, est de nourrir notre projet écolo des apports du terrain, et de susciter davantage d'adhésion de militants de ces quartiers, ayant vocation à exercer des responsabilités internes et externes.
- **Renforcer les groupes locaux en ruralité et dans les villes petites moyennes** : en valorisant à l'échelle nationale les élu.es de ces territoires, la qualité de leurs travaux permettront fédération, et en donnant davantage de moyens et de ressources aux groupes locaux concernés. Comme les quartiers populaires, ces groupes ou inter-groupes doivent bénéficier d'un surplus de financement pour participer à enraceriner réellement l'écologie politique dans ces territoires. En outre, nous proposons la création d'une commission "villes moyennes" et d'une commission "ruralité", ces territoires constituant des objets politiques particuliers, demandant des éléments programmatiques singuliers.

II. La décroissance, condition d'un futur joyeux et souhaitable

Les effondrements sont en cours. Diminuer l'ensemble de la charge écologique des activités économiques humaines est devenu, plus qu'une question de civilisation, une question existentielle. Sur ce point précis, **l'écologie politique se doit d'avoir un positionnement clair : la croissance verte est une chimère et les progrès technologiques ne résoudront pas les enjeux auxquels nous devons faire face**. La croissance est le problème et non la solution. Les systèmes techniques, quant à eux, produisent un ordre social et culturel qui exploite les corps, les esprits, le temps et l'espace. Qui décide des choix techniques ? Réfléchissons à d'autres manières de penser le progrès en harmonie avec chaque milieu. La décroissance répond à ce nouvel horizon de société.

La décroissance, définie comme la réduction de nos consommations d'énergie et de ressources naturelles, s'attaque tout simplement à la logique d'une croissance infinie dans un monde fini. Cette réalité nous rattrape de façon tragique avec la guerre en Ukraine, les mégafeux, l'érosion du vivant, et les dernières projections du rapport du GIEC. L'enjeu de la décroissance est de **réduire, dans son ensemble, la production et la consommation des pays tout en pensant une économie du bien-être** et non plus du profit et de réfléchir aux transitions nécessaires de manière sereine, démocratique et juste. Dans ce contexte, l'écologie politique se pose les bonnes questions en évaluant ce qui compte vraiment, en réfléchissant à ce qui rend heureux. Ce qui suit énumère nos principales propositions pour la mise en œuvre de cette transition.

- **Définir une décroissance en mettant la justice sociale au cœur de la transition à mettre en œuvre.** Ceci passe par une refonte de notre système distributif et de sa transparence (progressivité des prélèvements obligatoires, lisibilité du système, dont l'opacité actuelle cache de nombreuses injustices et brouille les termes du débat public), et par un ensemble de politiques d'accompagnement, notamment à destination des ménages les plus modestes (aides à l'isolement des logements, aides à la formation à des fins de reconversion, etc.). La décroissance se traduit par une transition garantissant à toutes et tous leur pouvoir de vivre, et le cadre sociétal propice à leur émancipation. Il est central également de mettre l'accent sur le fait que cette transition ne signifie pas une baisse du "niveau de vie". L'isolation des logements par exemple réduit de manière substantielle le montant des factures de chauffage. Sortir des énergies fossiles protège les ménages contre la montée inévitable des cours de ces énergies. Une agriculture respectueuse de l'environnement, qui sort de l'usage des pesticides, garantit une meilleure santé.
- **Hiérarchiser nos consommations de biens et services.** La décroissance ne doit pas être uniforme. Elle implique d'identifier les consommations nécessaires ou vecteurs d'un réel bien-être, et d'autres comme ayant des apports négligeables par rapport aux dommages qu'elles engendrent. Au-delà de ces deux cas polaires, il est important de définir une telle hiérarchisation, qui est un préalable nécessaire à toute mesure de politique publique mettant en œuvre un plan concret de sobriété (réorientation de l'économie, projets d'infrastructures, réglementations des produits commercialisés, etc.). Nous proposons de porter une réflexion collective enthousiasmante, visant à définir ce qui fait notre bien-être.
- **Mettre en place des « plans régionaux de sobriété »** au sein de chaque instance régionale de notre mouvement. En recensant les ressources naturelles et énergétiques disponibles, les bassins d'emplois, et les infrastructures stratégiques. L'idée est d'identifier les marges de manœuvre en termes d'autonomie alimentaire, énergétique et productive. Les réflexions autour du concept de « biorégion » nous semblent fécondes dans cette optique. En effet, c'est à l'échelle régionale, de par la présence à la fois de territoires urbains et ruraux dont les destins sont liés, que peut véritablement se penser une planification de la sobriété, avec une forte implication citoyenne dans la réflexion et la prise de décision.

- **Repenser notre rapport au temps et au soin.** Dans un système décroissant, une de nos grandes richesses serait le temps, le temps de faire les choses et d'en profiter pleinement. De là, définir un nouveau rapport au travail et à l'espace, à l'engagement, prendre soin les uns des autres (société du « care »), participer à des initiatives citoyennes, se former ou prendre le temps de voyager, caractérise le modèle décroissant.

III. Un mouvement qui rassemble et mobilise les diversités

Sauver le vivant et les territoires, mettre en œuvre une décroissance enthousiaste, juste et à la hauteur des enjeux environnementaux sont les deux aspects centraux de la dynamique que nous proposons. Pour concrétiser ce projet de société, nous devons également **rassembler, en nombre certes, mais également en diversité**. Nous devons attirer les citoyen.ne.s dans leur pluralité, les territoires, les différents acteurs de la société civile (entreprises, associations, etc.) et sommes **appelés pour ce faire à repenser le fonctionnement de notre mouvement** sur plusieurs aspects :

- **Ouvrir nos instances décisionnaires au-delà des motions, avec par exemple, comme proposé ci-avant, un CF** composé à moitié de représentants des motions, et à moitié de représentants de région non motionnés. Une telle mesure nous semble centrale pour ouvrir notre mouvement à des profils beaucoup plus diversifiés d'adhérent.e.s, tout en se prémunissant des logiques d'écuries stériles auxquelles une assemblée reposant sur les seules motions peut aboutir.
- **Rassembler les différentes forces écologistes** se retrouvant dans notre programme. Le paysage écolo est trop morcelé. Les derniers scrutins ont été menés avec le « pôle écolo », sans que personne du grand public ne soit au clair sur ce que cela est vraiment (si tant est que les électeurs.trices en connaissent l'existence). Ceci nuit à notre visibilité et notre capacité à rassembler à long terme. Y compris pour la définition des programmes en période pré-électorale, ce fonctionnement aboutit à la création de groupes de travail spécifiques qui peinent à profiter de l'ensemble des réflexions ayant lieu sur le temps long au sein des différents partis membres. Il semble ainsi crucial d'amorcer un dialogue avec les autres forces politiques écologistes, avec comme préalable à tout rassemblement une convergence claire en terme programmatique, afin que ce nouveau mouvement se fasse, non pas à la seule fin de sommer les voix potentielles, mais autour d'un projet de société réellement partagé.
- **Faire des commissions thématiques un véritable lieu de propositions directes en termes programmatiques**, de sorte à ce que chacun.e puisse avoir la possibilité de contribuer aux propositions du mouvement, sans forcément connaître tous les rouages et avoir un réseau important au sein des militants. Ceci permettra, en plus de faire directement bénéficier au parti des contributions de chacun.e, de pouvoir attirer davantage de personnes souhaitant s'investir activement dans le programme de notre mouvement. Aujourd'hui, les commissions sont consultatives, et pour qu'une proposition passe en CF, il faut l'accord d'un minimum de conseillers fédéraux pour qu'elle soit à l'ordre du jour. Nous proposons de formaliser et harmoniser les procédures de décision au sein des commissions, avec des modes de scrutin intra-commissions, où les membres donneraient leur accord pour soumettre une proposition au CF. En cas d'accord (sous réserve d'un seuil minimal de participants parmi les membres), la proposition n'aurait pas à passer par un nombre minimal de conseillers fédéraux, ce qui empêche actuellement de nombreuses personnes compétentes, n'ayant pas accès aux membres du CF, de proposer leurs idées.
- **Améliorer notre communication.** Nos actions sont nombreuses, que cela soit nos prises de positions, les actions menées par nos élu.es, ou la mobilisation au quotidien de nos militant.es. Nous peinons aujourd'hui à communiquer sur cela et donc à montrer notre capacité de mobilisation collective. Pour cela, nous devons nous doter d'outils de communication globaux

à l'ensemble de notre mouvement. Une charte graphique commune avec un ensemble de documents pré-définis permettant à chaque groupe local de se les approprier. Un site web clair, qui condense notre programme, l'actualité de nos élu.es, les prises de positions des porte-parole et des commissions. Notre site internet doit devenir la véritable vitrine de la diversité d'actions que représente notre mouvement.

- **Dans cette même logique, osons la joie et les couleurs !** Dans nos tracts, dans nos clips, dans nos mots, dans nos stratégies militantes. Nous cédon trop souvent au conformisme convenu. Manions le dessin sur nos tracts, de la poésie dans nos mots, des illustrations sur les territoires que nous voulons inventer, créons des personnages pour toucher les enfants... L'écologie est une fête, elle colore de nouveau le monde. Façonnons une manière de diffuser nos idées qui la représente.
- **Participer à des espaces de dialogue avec les autres partis de gauche**, mais aussi des partis qui, certes petit en nombre d'adhérents, ont l'immense mérite de fertiliser un nouvel imaginaire politique (le parti animaliste et le parti pirate). Nous pensons effectivement qu'il est possible de construire des coalitions sans perdre les singularités de chaque entité. Dans ce cadre, nous considérons la NUPES comme un réseau où les écologistes peuvent prendre place et faire vivre leurs singularités. Néanmoins, ayant conscience que les autres partis de la NUPES sont de tradition jacobine et anthropocentrée, contrairement à nous, nous considérons que l'âme de l'écologie politique se situe ailleurs. Notre horizon décentralisateur et non anthropocentré est un objectif non négociable. Aussi, nous considérons le réseau de la NUPES comme un réseau parmi d'autres, ni moins, ni plus important qu'un autre. Si notre participation y est souhaitable, elle ne doit en aucun cas concentrer toute notre attention et tous nos débats.
- **Nous hybrider en permanence avec la société civile.** Ici l'échelle des territoires est l'échelon le plus stratégique : c'est à ce niveau que nous pouvons créer des mouvements hybrides, entre société civile et élu.es, permettant de mobiliser davantage et de réintéresser les gens à la politique, de lutter contre l'enracinement du Rassemblement national et des idées productivistes. Des innovations récentes ont montré la voix : la liste citoyenne à Poitiers qui a gagné la mairie, l'archipel citoyen à Toulouse, la campagne par bassin de vie lors des régionales en Centre-Val de Loire, le mouvement « les pieds sur Terre » dans le Béarn lors des dernières législatives, sont autant d'initiatives que nous devons systématiser.

Enfin, la mémoire de l'écologie est importante. Les luttes et élu.es d'hier portent le monde. Nous oublions ceux et celles à qui nous devons, nous oublions aussi de créer des continuités entre le passé et le présent, entre les générations actuelles et les fantômes d'hier. **En créant une plateforme « il était une fois l'écologie », nous proposons de faire vivre une bibliothèque en ligne, esthétique et poétique** permettant de faire résonner les mémoires et l'histoire de l'écologie. Cette même histoire pourra être également portée dans les territoires, diffusée, à travers un cadre de débat, d'apprentissage et de formation pérenne des militants.

Ce texte de pré-congrès jette les bases d'une écologie politique qui réaffirme son destin et qui s'enracine enfin dans les territoires.

La suite est à co-construire ensemble. Si la pluralité, le vivant, les territoires, les quartiers populaires, la décroissance résonnent en vous autant qu'en nous, rejoignez nous ! Votre compétence et votre énergie peuvent tout changer !

Voici un lien pour signer : <https://forms.gle/hrp29ccZLmi8aeBU7>

Premiers signataires - par ordre alphabétique :

Christophe Abellano (Pays Basque),
Sylvette Aligé (Nouvelle Aquitaine),
Flavien Ancely Frey (Alsace),
William Aucant (Pays de la Loire),
George Auvergne (Languedoc Roussillon),
Carole Balavoine (Bretagne)
Benjamin Ball (IDF),
Stéphane Baudement (IDF),
Marie Bardetis (Bourgogne),
Khaled Ben Mohammed (IDF),
David Berly (Languedoc Roussillon),
France Bernichi (IDF),
Kerian Berose (IDF),
Ugo Bessière (Pays de la Loire),
Martin Besnier (Nord Pas de Calais),
Leyla Binci (Alsace),
Léa Bled (Nouvelle Aquitaine),
Maxime Blondeau (Bretagne),
Erminie Blondel (IDF),
Tahar Bouanana (Auvergne),
Béchir Bourderbala (Bourgogne),
Dominig Bourbao (Bretagne),
Sarah Boursier (Pays Basque),
Julien Brunel (Nouvelle Aquitaine)
Nathalie Buchot (Pays de la Loire),
Marcel Bunel (Nouvelle Aquitaine),
Jacques Buisson (IDF),
Sophie Cabaille (IDF),
Marine Calmet (IDF),
Jean Pierre Casta (Hauts de France),
Mathieu Castaings (Pays Basque),
Ulf Clerwall (IDF),
Virginie Charrière (Bourgogne),
Nathalie Charvy (Bourgogne),
Aicha Cherif (PACA),
Dominique Clinckemaillie (Picardie),
François Coq (Nouvelle Aquitaine),
Thomas Cottinet (IDF),
Jérôme Cucarollo (Rhône Alpes),

Nadège Damoiseau (Guadeloupe),
Isabelle Dangerfield (Languedoc Roussillon),
Sabrina Decanton (IDF),
Stéphane Decanton (Centre Val de Loire),
Sylvain Delavergne (Languedoc Roussillon),
Maïlys Derenemesnil (IDF),
Damien Deville (IDF),
Claire Desmares Poirrier (Bretagne)
Valérie De Saint Do (Auvergne),
Glen Disseaux (Bretagne),
Nouriati Djambae (PACA),
Paul Dufournet (IDF),
Axel Dumont (IDF),
Jeremy Dumont (IDF),
Gilles Eeckhoudt (Bretagne),
Evelyne Estrade (Centre Val de Loire),
Brice Fabre (IDF),
Laurent Faucon (Hauts de France),
Leo Fasang (Nouvelle Aquitaine),
Christine Frêches (Nouvelle Aquitaine),
Kheira Freih (IDF),
Alain Garcia (Dordogne),
Christelle Gautier (IDF),
Jeanine Glinel (Normandie),
Philippe Glorieux (Nouvelle Aquitaine),
Catherine Gorée (Rhône Alpes),
Florent Grospar (Centre Val de Loire),
Nathan Guedj (Rhône Alpes),
Dylan Guelton (IDF),
Tyjo Guenneugues (Pays de la Loire),
Nicolas Guillemet (Rhône Alpes),
Henri Claude Houssais (Pays de la Loire),
Aissa Ghalmi (IDF),
Elias Geoffroy (IDF),
Alain Grenaille (Nouvelle Aquitaine),
Fernando Guerrieri (Centre Val de Loire),
Sandra Guichard (Centre Val de Loire),
Julien Hamm (IDF),
Sophie Handschutter (Occitanie),
Amandine Happel (IDF),
Hélène Hardy (Haut de France),
Stéphane Herb (Languedoc Roussillon),
Sharon Hobby (IDF),
Elisabeth Jeanne Lion (PACA),
Wilkens Jules (Occitanie),
Abdessalam Kleiche (IDF),

Benoit Kubiak (Alsace),
Lydia Labertrandie (IDF),
Jean-Noël Lafaille (IDF),
Yann Lafont (Centre val de Loire)
William Lajeanne (Bretagne),
Sixtine Le Bourdonnec (Nouvelle Aquitaine),
Nicolas Lecoq (Nouvelle Aquitaine),
Jean-Pierre Leconte (Bretagne),
Nathanaël Legeard (Bretagne),
Pierre Le pen (Normandie),
Sophie Leterrier (Pays de la Loire),
Florentin Letissier (IDF),
Pierre Emmanuel Litaize (Rhône Alpes),
Catherine Lopes Pires (Bourgogne),
Nicola Lopez (Nouvelle Aquitaine),
François Lotteau (Bourgogne),
Danon Lutchmee Odayen (La Réunion),
Richard Marion (Rhône Alpes),
Bernard Martin (Bretagne),
Lionel Martin (PACA),
Mickaël Martinez (Occitanie),
Saïd Mechat (IDF),
Solène Mesnager (Pays de la Loire),
Laurence Mermet (Bretagne),
Alexandre Minot-Chartier (Poitou-Charentes),
Pierre Monnier (Rhône-Alpes),
Lydia Morlot (Languedoc Roussillon),
Georges Muller (Français de l'étanger),
François Nicolas (Pays de la Loire),
Juliette Nitecki Sniter (IDF),
Floyd Novak (Rhônes Alpes),
Julien Ochem (Nouvelle Aquitaine),
Quentin Omont (Hauts de France),
Mike O'Rinel (Bretagne),
Mumine Ozsoy (Nouvelle Aquitaine),
Elisabeth Pagnac (IDF),
Agnès Pannier (IDF),
Cyrille Patata (Pays de la Loire),
Geneviève Payet (La réunion),
Karina Perez (Île de France),
Isabelle Petitfils (Nouvelle Aquitaine),
Sebastien Peytavie (Nouvelle Aquitaine),
Armonia Pierantozzi (Bourgogne),
Quentin Picquenot (Limousin),
Nathalie Piogier (Normandie),
Pascale Piron (PACA),

Alexandre Pothain (Drôme),
Mathilde Pousseo (IDF),
Anne Priem (Hauts de France),
Frederic Puget (Normandie),
Anne-Marie Quenisset (Languedoc-Roussillon),
Clémentine Renaud (Midi Pyrénées),
Romain Rosso (PACA),
Michel Rouyer (Bretagne),
Gabriel Sampaio (Rhône Alpes),
Magali Sautreuil (Centre Val de Loire),
Jeremy Savatier (Pays Basque),
Rachel Savin-Puget (IDF-Normandie),
Pascal Sciabbarrasi (Rhône Alpes),
Sabrina Sebaihi (IDF),
Pauline Ségard (Hauts de France),
Celia Serrano (Languedoc-Roussillon),
Ronan Sohier (Bretagne),
Mickael Soignet Ekomo (Lille),
Martine Subil (Nouvelle Aquitaine),
Pierre Stoeber (Languedoc-Roussillon),
Samuel Szymanski (IDF),
Romaric Thurel (IDF),
Slimane Tirera (IDF),
Thierry Touche (Pays de la Loire),
Aurélie Traoré (Normandie),
Justine Torrecilla (Languedoc-Roussillon),
Nathalie Torrejon (Nouvelle Aquitaine),
Hervé Trouillard (Limousin),
Leo Tyburce (Grand Est),
Marianne Varvogly (Languedoc Roussillon),
Antoine Vasa (Languedoc Roussillon)
Céline Vercelloni (IDF),
Aurélien Vernet (Bretagne),
Elise Wilbois (Pays Basque),
Michel Wilson (Rhônes Alpes),
Carole Zielinski (Alsace),